



**OUTIL APPLICATIF DE DEMATERIALISATION DE LA
GESTION DU TEMPS ET DES MODALITES DE TRAVAIL
ET AUTORISATIONS D'ABSENCE DES PERSONNELS
BIATSS DE CY CERGY PARIS UNIVERSITE**

MARCHÉ N° 2024CYCPU0F09

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur :

CY Cergy Paris Université
33 boulevard du Port
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :

Le Président de l'université,
Laurent Gatineau

Comptable assignataire :

L'agent comptable,
Madame Carole DOTTI

TABLE DES MATIERES

PRÉAMBULE.....	4
Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 2. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 6. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
Article 7. OBLIGATION LIÉES A LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	6
7.1 Traitement des données	6
7.2 Notification des violations de données à caractère personnel.....	7
Article 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
8.1 Obligations générales.....	7
8.2 Obligation de moyen et de résultat	7
8.3 Obligation de collaboration.....	8
8.4 Obligation de conseil	8
Article 9. OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ.....	8
Article 10. MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	8
Article 11. REVERSIBILITE	9
Article 12. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	9
12.1 Contenu des prix	9
12.2 Avance	10
12.3 Acomptes.....	10
12.4 Variation des prix	10
Article 13. CONFIDENTIALITE	11
Article 14. PENALITES.....	12
14.1 Généralités	12
14.2 Pénalités de retard	12
14.3 Pénalité pour indisponibilité de la solution.....	12
Article 15. REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	12
15.1 Exploitation des résultats du marché.....	12
15.2 Droits cédés	12
15.3 Durée et territoire de la cession.....	13
15.4 Destination	13
15.5 Droits et obligations du titulaire	13

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURE

Article 16.	CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT	14
16.1	Mode de règlement du marché public et modalités de financement	14
16.2	Etablissement des factures	14
16.4	Délai global de paiement et intérêts moratoires	15
16.5	Retenue de garantie	15
Article 17.	ASSURANCE	15
Article 18.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	16
18.1	Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre.....	16
18.2	Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre.....	16
18.3	Résiliation pour mauvaise exécution	16
18.4	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	17
Article 19.	LITIGES	17
Article 20.	DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	17

PRÉAMBULE

Dans le cadre du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

- CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;
- Le prestataire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché a pour objet la mise en place d'un outil de gestion et de dématérialisation des demandes de congés et de télétravail pour le compte de CY Cergy Paris Université.

La solution doit permettre à l'Université et à ses agents de définir les cycles de travail, faire une demande d'absence ou de télétravail, consulter ses compteurs d'absences. La solution mettra en place un workflow de validation des différentes demandes. Pour les équipes de ressources humaines, la solution devra permettre de contrôler toutes les données relatives aux agents et d'assurer le bon fonctionnement de la gestion des congés.

La solution doit comprendre une garantie d'un an après la réception finale de la solution (admission). Le titulaire doit assurer une maintenance d'un an dès la réception finale de la solution.

Les stipulations techniques du marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent accord-cadre est un marché public de fournitures au sens de l'article L1111-3 du Code.

Article 2. DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Article 3. FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à prix mixtes :

- La partie forfaitaire (application de la DPGF) correspond aux prestations de mise en place de solution, de la garantie de la solution et de la maintenance pour la première année à partir de la date d'admission (la réception finale et sans réserve de la solution) ;

- La partie à bons de commande (application du BPU), correspond aux prestations de maintenance évolutive et garantie pour les années postérieures de l'accord-cadre, aux prestations de formation à l'utilisation de l'outil et de droits d'utilisation de la solution. Ces prestations sont décrites dans le CCTP du marché. La partie à bons de commande de l'accord-cadre suit les dispositions des articles R. 2162-13 et suivants du Code. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécutée, pour cette partie, au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles précités.

Enfin et à titre indicatif, le montant estimatif de l'accord-cadre est 150 000 € HT pour toute la durée du marché reconductions comprises. Le montant estimatif de la partie à bon de commande (application du BPU) correspond à la différence entre le montant estimatif de l'accord-cadre et le prix forfaitaire (application de la DPGF) de l'offre du titulaire retenu.

Le montant maximal de l'accord-cadre est de 200 000 € HT pour toute la durée du marché reconductions comprises. L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimal.

Article 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché est conclu pour une période ferme à compter de sa notification jusqu'à l'expiration de la garantie d'un an.

La période de garantie court à compter de la date d'admission.

Le marché est ensuite renouvelable chaque année, par reconduction tacite, pour une période d'une année sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La dénonciation du marché par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par voie dématérialisée, via la Place, ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un (1) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

Article 5. LIEUX D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

CY Cergy Paris Université est répartie sur 14 sites géographiques distincts, dans les départements du Val d'Oise, des Hauts-de Seine, des Yvelines et Pyrénées Atlantiques.

Chaque site est constitué d'un ou plusieurs bâtiments et localisé aux adresses suivantes :

- Site des **Chênes** 33 boulevard du Port – 95011 Cergy-Pontoise cedex
- Site des **Cerclades** - Place des Cerclades – 95015 Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Hirsch** - avenue Bernard Hirsch – 95027 Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Saint Martin** - 2 avenue Adolphe- Chauvin, 95302 - Cergy-Pontoise cedex
- Site de **Neuville** - 5 mail Gay Lussac - 95031 Cergy-Pontoise Cedex
- Site de la **Mir** – 1, rue Descartes – 95000 Neuville-sur-Oise
- Site d'**Argenteuil** - 95-97 rue Valère-Collas - 95100 Argenteuil
- Site de **Sarcelles** - 34, boulevard Bergson - 95200 Sarcelles
- Site de **Saint-Germain-en-Laye** - 5 rue Pasteur et 2 bis rue d'Alsace - 78100 Saint-Germain-en-Laye
- Site de **Gennevilliers** - avenue Marcel Paul, ZAC des Barbanniers - 92230 Gennevilliers
- Site d'**Antony** - 26 avenue Léon Jouhaux - 92160 Antony-Jouhaux
- Site de **Pau** CY Tech : 2 Boulevard Lucien Favre - 64075 Pau Cedex

Le titulaire pourra être amené à devoir se déplacer sur les sites de l'université.

Le patrimoine immobilier de l'Université est susceptible de subir des modifications en cours d'exécution du marché public.

Toute modification fera l'objet d'un avenant au présent marché.

Article 6. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives du marché public sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC) :

- L'Acte d'attribution valant engagement et ses annexes financières, la décomposition du prix global et forfaitaire (2024CYCPU0F09_DPGF) et le bordereau des prix unitaires (2024CYCPU0F09_BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (2024CYCPU0F09_CCTP) et ses annexes ;
- Le planning de réalisation des prestations détaillée dans l'offre du titulaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (2024CYCPU0F09_CCAP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 JORF n°0078 du 1 avril 2021 ;
- L'offre technique du titulaire.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le Cahier des Clauses Administratives Générales précédemment cité, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Toute documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

En cas de divergences entre les documents détenus par les parties, seul les documents détenus par l'Université font foi.

Article 7. OBLIGATION LIÉES A LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

7.1 Traitement des données

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent marché à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD »).

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions des maîtres d'ouvrage.

Au sens du RGPD et dans le présent article, CY Cergy Paris Université est désignée comme étant le responsable de traitement et le titulaire est désigné comme le sous-traitant.

Le titulaire (le sous-traitant) garantit au responsable de traitement la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données qu'il

peut être amené à réaliser dans le cadre du présent marché réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

La finalité du traitement des données à caractère personnel est la réalisation des prestations objets du présent marché public.

Le titulaire (le sous-traitant) s'engage à :

- Traiter les données ayant un caractère personnel uniquement pour la seule finalité décrite ci-dessus ;

- Traiter les données qu'il recueille conformément aux instructions du responsable du traitement et figurant dans les documents contractuels du présent marché ;

Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité ;

- aider le responsable du traitement, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont il est saisi par les personnes souhaitant exercer leurs droits en vertu du RGPD ;

- selon le choix du responsable du traitement, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au responsable du traitement au terme de la prestation de services relative au traitement, et détruire les copies existantes ;

7.2 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Article 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Obligations générales

Pour l'exécution des prestations encadrées par le présent marché, le titulaire apporte tous les soins nécessaires à son exécution conformément aux règles de l'art de la profession.

Il est par ailleurs tenu à une obligation générale de respect des normes en vigueur.

Le titulaire mène à son terme et dans les délais fixés dans son offre les prestations objet du présent marché.

Le titulaire est le seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le titulaire doit respecter en particulier les dispositions légales et réglementaires françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires.

8.2 Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire s'engage sur une obligation de résultat pour toute action placée sous son entière responsabilité.

Le titulaire s'engage sur une obligation de moyen pour toute action dont le déroulement n'est pas placé sous la responsabilité du titulaire.

8.3 Obligation de collaboration

Les parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations contractuelles. Le titulaire est soumis à une obligation de collaboration avec l'équipe de l'acheteur.

Il s'engage à maintenir un dialogue permanent avec l'ensemble des intervenants concernés et à communiquer au pouvoir adjudicateur toutes les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de la réalisation de ses prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite du marché.

8.4 Obligation de conseil

Pendant toute la durée d'exécution du marché et en sa qualité de professionnel et de maître d'œuvre de ses prestations, le titulaire est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis à l'acheteur.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- faire bénéficier l'acheteur de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience,
- fournir tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution de prestations,
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations du présent marché,
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

Article 9. OBLIGATIONS DE L'UNIVERSITÉ

L'université s'engage à :

- fournir au titulaire les données et informations nécessaires à la réalisation du marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire.

Article 10. MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les fournitures et prestations doivent être conformes aux stipulations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières relatif au présent marché.

Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat.

Toutes les modifications apportées au périmètre du présent marché feront l'objet d'un avenant.

Les opérations de vérifications : quantitative, qualitative, livraison, mise en œuvre de marché, vérification d'aptitude au bon fonctionnement, vérification de service régulier, réception ou ajournement, refaction, rejet, d'installation et de mise en ordre de marche se déroulent conformément aux articles 29 à 34 du CCAG-TIC.

Le présent marché est composé d'une partie forfaitaire. La demande de règlement de cette partie se fait sur présentation de factures.

Le présent marché est également composé d'une partie à bons de commande (hors forfait). Les commandes sont émises au fur et à mesure des besoins de l'Université sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé à l'acheteur.

La notification des bons de commande émis par le logiciel SIFAC s'effectuera par courriel ou lettre simple.

Ces bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Les bons de commande devront mentionner :

- Le numéro du bon de commande ;
- La référence du présent marché public ;
- La désignation des fournitures/prestations commandées ;
- La quantité ;
- Le lieu de livraison ainsi que les horaires de livraison ;
- Le nom de la personne à contacter le jour de la livraison ;
- Le montant de la commande (avec mention HT, TVA et TTC).

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché. L'Université ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 11. REVERSIBILITE

En cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer, à la première demande de l'Université formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et dans un délai de trente jours à la date de réception de cette demande, l'ensemble des données lui appartenant sous un format standard lisible sans difficulté dans un environnement équivalent.

L'Université collaborera activement avec le titulaire afin de faciliter la récupération des données. Le titulaire fera en sorte que l'Université puisse poursuivre l'exploitation des données sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre titulaire.

En ce sens, le titulaire transférera à l'équipe du futur titulaire les informations sur le contexte fonctionnel et technique de l'ensemble applicatif ainsi que sur les aspects de suivi du projet.

Article 12. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

12.1 Contenu des prix

Les fournitures et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix mentionnés au sein de la DPGF pour la partie forfaitaire et du BPU pour la partie à bons de commande.

En ce qui concerne les prix, ils sont fermes pour la première année puis révisables annuellement à chaque renouvellement de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article 11.4 du présent CCAP.

Les prix sont établis hors TVA et réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution ainsi que toutes les dépenses nécessaires à la bonne exécution des prestations. Ils comprennent l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations : main d'œuvre, frais de déplacements, transport, assurance, fournitures, annonces et toutes autres dépenses éventuelles nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent accord-cadre est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

12.2 Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-TIC, l'option B s'applique.

Sous réserve de remplir les conditions énoncées dans le code de la commande publique, notamment si le montant du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai de son exécution est supérieur à deux mois, une avance de 5% du montant total TTC du marché peut être versée au titulaire.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant toutes taxes comprises. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant toutes taxes comprises.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

12.3 Acomptes

A la demande du titulaire et conformément aux dispositions du Code de la commande publique, des acomptes trimestriels peuvent être versés. Ils ne peuvent être supérieurs à la valeur des prestations réalisées. Le titulaire justifie de cette valeur par tous moyens.

12.4 Variation des prix

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

12.4.1 Formule de révision des prix

Les prix du présent marché public seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés à chaque reconduction du marché par référence à l'indice Syntec révisé, par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (In/Io)$$

Avec :

Pr = Nouveau prix révisé ;

Po = conditions de prix au moment de la date limite de remise des offres ;

In = Valeur connue de l'indice une année plus tard ;

Io = Valeur de l'indice au moment de la date de réception des offres du marché.

Dans l'hypothèse où les outils utilisés pour procéder à la révision des prix sont modifiés ou supprimés de telle manière que le titulaire n'est plus en mesure d'ajuster les prix, de nouveaux outils pourront être définis par avenant.

12.4.2 Modalité de révision des prix

Les prix sont révisés à chaque reconduction du marché.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique avec accusé de réception, le nouveau BPU avec un préavis de 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

Ce nouveau BPU fait ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Celui-ci doit être transmis à l'Université par lettre recommandée avec avis de réception à l'adresse email suivante : marche@ml.u-cergy.fr

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

12.4.3 Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuelle

Clause de sauvegarde :

L'établissement pourrait décider la résiliation sans indemnité de la partie non exécutée des prestations du présent marché si l'augmentation du prix, opérée dans le cadre de la révision de prix, excède les 10 % par rapport aux prix définis durant la période précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

Article 13. CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché.

CY Cergy Paris Université pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Article 14. PENALITES

14.1 Généralités

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, elles sont dues dès le 1er euro, sans mise en demeure préalable et sans que l'Université n'invite le titulaire à présenter ses éventuelles observations.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du pouvoir adjudicateur, CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités.

14.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de non-respect du délai convenu sur le planning d'organisation des prestations pour la livraison finale de la solution, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 100 € par jour ouvré de retard.

Le déclenchement de la pénalité s'effectue le jour ouvré suivant le dernier jour du délai contractuel.

14.3 Pénalité pour indisponibilité de la solution

Le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour ouvré d'indisponibilité de la solution découlant d'un dysfonctionnement du fait du titulaire ou de l'absence d'action corrective par le titulaire.

Le délai se déclenche à compter des 24 heures suivants l'envoi au titulaire de l'alerte d'indisponibilité de la solution par l'Université.

Article 15. REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-TIC « Utilisation des résultats » (Articles 43 à 46 du CCAG-TIC)

15.1 Exploitation des résultats du marché

L'acheteur bénéficie, au titre des dispositions du code de la propriété intellectuelle et des stipulations du CCAG-TIC, de la cession à son profit des droits exclusifs d'exploitation de toutes les œuvres graphiques et audiovisuelles réalisées au titre du présent marché et décrites au sein du CCTP ainsi que tout autre contenu créé, modifié et publié par le titulaire, dans le cadre du présent marché.

15.2 Droits cédés

L'université n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards du titulaire. Le titulaire concède à l'université l'utilisation de ses connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards sous la forme d'un droit à l'utilisation de la solution.

Le logiciel est caractérisé comme étant un logiciel propriétaire ne permettant pas à l'acheteur d'exercer les libertés logicielles que sont l'exécution du logiciel pour tout type d'utilisation, l'étude de

son code source (et donc l'accès à ce code source), la distribution de copies, ainsi que la modification du code source.

Il est notamment indiqué dans le cadre du marché que le logiciel est identifié comme une connaissance antérieure standard ou une connaissance antérieure.

Le titulaire n'acquiert en aucun cas la propriété intellectuelle ou de toute autre nature des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards de l'université.

15.3 Durée et territoire de la cession

Les droits susvisés sont cédés pour la durée légale de protection des droits d'auteur telle que définie aux articles L.123-1 à L.123-12 du code de la propriété intellectuelle.

À cet effet, le titulaire, s'il est une personne morale, déclare avoir obtenu du ou des contributeurs, personne(s) physique(s), cession de ses ou de leurs droits pour l'exploitation de la prestation ci-dessus énoncée et autorisation de la céder.

Les droits susvisés sont cédés pour le monde entier.

15.4 Destination

Le titulaire cède à l'acheteur, à titre exclusif, les droits d'usage, de reproduction et de représentation afférents aux œuvres réalisées au titre du présent marché, pour les usages de l'acheteur, pour toutes ses publications ou diffusions de caractère régional, national ou universel, y compris sur les supports et moyens de représentation télématiques, numérisés ou multimédias, quelle qu'en soit la forme et à des fins commerciales ou non.

La cession consentie s'étend à tous modes d'exploitation de l'œuvre visant à faire connaître l'acheteur et le fonctionnement des services publics au moyen de tout support existant et à venir.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits susvisés est comprise dans le prix du marché.

15.5 Droits et obligations du titulaire

Le titulaire du marché conserve ses droits moraux d'auteur sur les œuvres vendues.

Le titulaire du marché ne peut faire aucun usage des résultats des prestations du marché ni communiquer les composantes de ces œuvres à des tiers sans accord préalable de l'acheteur.

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toutes natures relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objets de la cession.

Le titulaire du marché garantit à l'acheteur qu'au jour de la cession ci-dessus définie, il n'a été inséré dans les résultats aucune réminiscence ou reproduction susceptible de violer les droits de tiers, et de donner notamment lieu à des demandes ou actions en contrefaçon, plagiat, copie servile, atteinte au

droit à l'image des personnes, responsabilité civile, et plus généralement de nature à troubler l'exploitation paisible des droits cédés.

En conséquence, le titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toutes réclamations et/ou procédures, quelles qu'en soient les formes et natures, formées contre le pouvoir adjudicateur par un tiers, et qui se rattacheraient directement ou indirectement aux droits cédés par le présent marché.

A cet effet, le titulaire s'engage à intervenir volontairement si nécessaire auprès de toutes les instances engagées contre le pouvoir adjudicateur, à le garantir de toutes les condamnations qui seraient prononcées contre lui à cette occasion, ainsi qu'à prendre à sa charge les frais de toutes natures dépensés par le pouvoir adjudicateur pour assurer sa défense, y compris les frais d'avocat.

Article 16. CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT

16.1 Mode de règlement du marché public et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

16.2 Etablissement des factures

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-TIC.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché public ;
- Le numéro de référence complet du bon de commande ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier).

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :

<https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> rubrique « nous contacter »

Pour déposer la facture relative aux terrains France et Royaume-Uni sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

16.4 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

16.5 Retenue de garantie

Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

Article 17. ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, le titulaire doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

A défaut, le cotitulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre conformément à l'article 50 du CCAG TIC.

Article 18. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

18.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché public (conditions définies à l'article 48 du CCAG-TIC).

18.2 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

Cet accord-cadre peut être résilié en raison d'événements liés au marché public (conditions définies à l'article 49 du CCAG-TIC).

La résiliation de l'accord-cadre consécutive à un événement lié au marché public n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

CY Cergy Paris Université se réserve la possibilité d'exclure un des titulaires de l'accord-cadre en cas de constat d'une absence répétée de remise d'une offre lors des remises en concurrence, dans les conditions indiquées à l'article 8 du présent CCP.

18.3 Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent accord-cadre, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 50 du CCAG-TIC ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents particuliers (CCP, documents des marchés subséquents ou offre technique du titulaire).

La résiliation pour mauvaise exécution doit être précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse après un délai raisonnable. Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement l'accord-cadre, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas de défaillance du titulaire, de faire exécuter ces prestations à ses frais et risques (résiliation du marché public aux torts du titulaire et exécution à ses frais et risques), conformément à l'article 54 du CCAG-TIC.

18.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 51 et 47 du CCAG-TIC, le présent accord-cadre peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans versement d'indemnité de résiliation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Toutefois, le titulaire a le droit d'être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Article 19. LITIGES

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 20. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Il est fait dérogation aux articles suivants :

L'article 6 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TIC.

L'article 14.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

L'article 14.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-TIC.

L'article 17 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-TIC.

L'article 18.4 du présent CCAP déroge à l'article 51 du CCAG-TIC.